

ROYAUME DU MAROC



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° NWM/DG/07/2017

**ELABORATION D'UN *PLAN DE COMPENSATION ET DE RESTAURATION
DES MOYENS DE SUBSISTANCE* POUR LES PERSONNES AFFECTEES PAR
L'ACQUISITION DES TERRES POUR LA ZONE FRANCHE NADOR WEST MED**

Cahier des Prescriptions Spéciales

Novembre 2017

ARTICLE 1 – CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de la stratégie dans laquelle il s'est engagé pour le développement de ses régions, le Royaume a décidé l'aménagement progressif d'une plateforme industrialo-portuaire intégrée sur la côte Méditerranéenne de la région de l'Oriental, dénommée « Nador West Med ».

Le complexe portuaire Nador West Med sera réalisé dans le site stratégique de la baie de Betoya situé sur la façade Ouest du Cap des trois fourches à environ 30 km de la ville de Nador. Il se compose de :

- un nouveau port en eau profonde doté de capacités importantes pour le développement d'un pôle énergétique, le transbordement des conteneurs et le traitement des produits vrac spécialisés ;
- une zone franche adjacente au port destinée à abriter les métiers mondiaux du Maroc.

L'aménagement de la zone franche nécessite l'expropriation, pour cause d'utilité publique, de terres, de cultures, d'arbres et de constructions d'une partie de ladite zone franche.

L'évaluation et la planification de la gestion des impacts environnementaux et sociaux du projet sont conduites par la société Nador West Med en charge de la mise en œuvre de ce complexe, conformément à la fois aux prescriptions de la loi marocaine et aux exigences des politiques environnementales et sociales des bailleurs de fonds internationaux. Une Etude d'Impact Environnemental et plusieurs autres études relatives aux milieux naturel et humain récepteurs ont ainsi été réalisées dans le cadre du processus prévu par la réglementation marocaine. Afin de combler les écarts entre la réglementation marocaine et les exigences en matière environnementale et sociale de la BERD, il sera procédé à l'élaboration d'un Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance prenant en considération les directives d'Engagement des Parties Prenantes (EP10), d'un Cadre de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance (EP5) et d'un Plan d'Action Environnemental et Social (EP1) dans lesquels il est prévu des actions complémentaires spécifiques destinées à parachever la conformité avec les exigences de cette institution.

C'est dans ce cadre que la société Nador West Med lance cet appel d'offres pour l'élaboration d'un Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance des personnes affectées par l'acquisition des terres au niveau de la zone franche et ce pour prendre en compte l'ensemble de ces aspects.

ARTICLE 2 – PERIMETRE DE L'ETUDE

L'étude ciblera la population impactée par l'acquisition des terres pour la zone franche, en l'occurrence les personnes affectées par l'expropriation.

La société Nador West Med a réalisé une étude d'établissement des plans et états parcellaires qui a servi à recenser les parcelles qui seront touchées par l'acquisition des terrains affectés par le projet au niveau de la zone franche. Les résultats de l'enquête ainsi que les plans des différentes zones seront fournis dans le cadre de cette étude.

Cet état parcellaire fait ressortir 577 parcelles affectées par l'expropriation totalisant 145 ha environ et dont les surfaces varient entre 16 m² et 23 ha réparties comme suit :

- 243 parcelles de surface inférieure à 1.000 m² ;
- 288 parcelles de surface comprise entre 1.000 et 5.000 m² ;
- 33 parcelles de surface comprise entre 5.000 et 10.000 m² ;
- 13 parcelles de surface supérieure à 10.000 m² (1 ha).

Figure : Projet NWM et plan parcellaire de la zone franche



ARTICLE 3 – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

L'objectif de cet appel d'offres est d'élaborer un Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance (PCRMS) des personnes affectées par l'acquisition des terrains nécessaires à l'aménagement de la zone franche Nador West Med, en conformité avec les dispositions réglementaires marocaines et avec les exigences de performance de la BERD applicables, à savoir l'Exigence de performance EP5 relative à l'acquisition des terres, à la réinstallation involontaire et au déplacement économique et l'Exigence de performance EP 10 relative à la diffusion publique de l'information, à la consultation et à la participation des parties prenantes.

Le Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance est un outil destiné à servir à Nador West Med pour compléter le cadre de Compensation et de Restauration des Moyens de subsistance des personnes affectées par le Projet de Complexe portuaire Nador West Med.

Il sera élaboré afin de définir les éléments de base devant conduire l'acquisition des terres nécessaires pour l'aménagement de la zone franche et la réinstallation de déplacement des populations affectées.

Le titulaire devra plus spécifiquement :

- 1) procéder à un recensement de tous les ménages et les personnes composant chaque ménage affecté qu'ils soient propriétaires, locataires ou sans titre légale ;
- 2) collecter des informations pertinentes du point de vue démographique (effectif du ménage par âge et par sexe, taille du ménage, vulnérabilité, etc.) et socio-économique (santé, éducation, occupation du sol, productions agricoles, principales cultures, sources de revenus : principale et secondaire) sur les populations concernées ;
- 3) présenter un diagnostic sur la situation sociodémographique et économique ;

- 4) fournir une base de données et un cadre de référence pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PCRMS et relever notamment, s'il y a lieu, des écarts par rapport aux standards de la BERD et proposer des mesures de corrections et d'atténuation ;
- 5) préparer le Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance des personnes affectées par l'acquisition des terrains (PCRMS) ;
- 6) Identifier les personnes vulnérables parmi les personnes affectées ;
- 7) Fournir le budget du Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance des personnes affectées par l'acquisition des terrains (PCRMS) ;
- 8) Fournir le planning du Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance des personnes affectées par l'acquisition des terrains (PCRMS) ;
- 9) Proposer les mesures et les actions du suivi du PCRMS.

Les données doivent être collectées pour l'ensemble des membres du ménage, y compris ceux qui peuvent ne pas y résider au moment du recensement.

ARTICLE 4 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS

A- Enquête socio-économique des personnes affectées

L'élaboration de l'enquête socio-économique des personnes affectées comprendra les tâches suivantes :

- Analyse documentaire : Le titulaire procèdera à une analyse de tous les documents pertinents disponibles qui seront communiqués par Nador West Med ;
- Recensement et étude socio-économique des personnes affectées

Le titulaire recensera toutes les personnes ainsi que les organismes touchés par les actions d'acquisition des terrains nécessaire à l'aménagement de la zone franche de Nador West Med à l'aide d'un questionnaire, comportant les variables de localisation et d'identification des personnes affectées pertinentes pour la planification de la compensation et de restauration des moyens de subsistance. Il s'agira de présenter le cadre de référence initial du milieu socioéconomique de la population affectée. Pour ce faire, le titulaire sera amené à couvrir dans son enquête les dimensions suivantes :

- ✓ Les caractéristiques de la population : données démographiques de la population affectée (effectifs de la population par âge et par sexe, nombre et taille moyenne des ménages, accroissement de la population ...) ; conditions socio-économiques (niveau et sources de revenu : principale et secondaire, chômage, secteurs d'emploi, emploi informel, superficies cultivées, productions agricoles et principales cultures, élevage,...) ; éducation (taux d'alphabétisation et taux de scolarisation) accès aux ressources ; régime foncier et mode de transferts ; disponibilité de logement, infrastructures et services de base (école, eau électricité, assainissement, ...) ; ...

L'enquête devra accorder une attention particulière à l'analyse de l'existence des cas de population vulnérable parmi les populations affectées par l'acquisition des terrains nécessaires à la zone franche.

- ✓ Inventaire complet des actifs productifs (y compris construction, équipements, installations, plantations...) détenus par les personnes affectées, des biens et structures publiques et leurs utilisations ainsi que toutes les ressources collectives qui seront affectées par l'aménagement de la zone franche.
- Identification des personnes vulnérables
Le recensement et l'étude socioéconomique devront identifier les personnes vulnérables et caractériser leurs vulnérabilité afin d'envisager les mesures d'assurances les plus adéquates pour accompagner leur compensation.

- Base de données :

Le titulaire établira une base de données de tous les personnes et ménages affectés, qui inclura toutes les données pertinentes pouvant servir de base à la détermination des critères d'éligibilité et à la conception des mesures de compensation et de restauration des moyens de subsistance.

B- Contenu du Plan de Compensation et Restauration des Moyens de Subsistance

L'élaboration du Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance (PCRMS) devra comprendre les points suivants :

- une description sommaire de la zone franche de Nador West Med;
- la description des objectifs du programme de restauration des moyens de subsistance ;
- une présentation des régimes fonciers au Maroc et du cadre légal pour l'acquisition des terres pour un projet d'utilité publique, ainsi que des politiques sociales et environnementales pertinentes de la BERD, et une analyse comparative des deux ;
- les biens et les personnes affectés par l'acquisition des terres nécessaires pour la zone franche ;
- la description détaillée de la méthodologie d'évaluation des pertes et de leur indemnisation ;
- la présentation détaillée des mesures de compensation proposées et des mesures complémentaires pour aider chaque catégorie de personnes éligibles à restaurer ses moyens de subsistance ou à les améliorer ;
- un mécanisme de règlement des griefs adapté, comprenant des procédures accessibles et cèles pour la réception et la résolution des conflits ;
- Le calendrier et le budget de mise en œuvre du PCRMS, couvrant toutes les activités qui y sont planifiées ;
- une estimation détaillée du coût de toutes les activités du PCRMS, y compris les mesures d'assistance aux vulnérables et leurs sources de financement ;
- une stratégie de suivi et d'évaluation, y compris les indicateurs clés pour mesurer les apports et les résultats.

ARTICLE 5 – LIVRABLES

Les livrables suivants, en français, seront remis par le titulaire à NWM dans leurs versions provisoires et définitives, en plus du support papier en 5 exemplaires, sur support informatique au format natif :

- Note méthodologique déclinant dans le détail la méthodologie de conduite du travail d'élaboration du PCRMS, les outils méthodologiques et questionnaires pour le recensement et pour l'enquête socioéconomique, le plan de travail et le chronogramme de réalisation de l'ensemble des activités nécessaires à l'élaboration du Plan ;
- Base de données de l'enquête socio-économique sous format Excel ;
- Rapport d'étape de l'enquête socio-économique (Elaboration des guides d'entretien) ;
- Rapport provisoire de l'enquête socio-économique ;
- Rapport définitif de l'enquête socio-économique.
- Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance Provisoire ;
- Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance définitif.

ARTICLE 6 – COMPETENCES REQUISES

Le soumissionnaire doit rassembler les compétences minimum suivantes :

- Un expert ayant une expérience dans l'élaboration des enquêtes et études socio-économiques ;
- Un expert ayant une parfaite connaissance des politique sociales et environnementales des institutions financières internationales (IFI) et plus particulièrement de la BERD et une expérience dans la planification et dans la mise en œuvre de la réinstallation des populations déplacées involontairement selon les normes des IFI ;

Les experts intégrés à l'offre du prestataire ne pourront être remplacés qu'avec l'accord préalable de Nador West Med.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS A CONSULTER

Le titulaire doit consulter et tenir compte dans l'élaboration du PCRMS des documents de référence de la politique environnementale et sociale de la BERD, des documents produits pour répondre aux exigences de la réglementation marocaine et des exigences de la BERD ainsi que les documents relatifs l'étude d'élaboration des plans et états parcellaires de la zone franche.

ARTICLE 8 – DEROULEMENT DE L'ETUDE

Le titulaire devra planifier des réunions régulières avec NWM pour l'informer de l'état d'avancement et présenter les résultats obtenus. De même, et sur la base d'un délai acceptable, NWM pourra provoquer des réunions de travail pour lesquelles le prestataire sera disponible.

Le titulaire est tenu toutefois de prévoir l'ensemble des réunions suivantes :

- ✓ Une première réunion de lancement avec présentation de la méthodologie de conduite de l'étude ;
- ✓ Des réunions de présentation des principaux résultats obtenus, pendant lesquels le titulaire répondra aux questions qui lui seront formulées par le Comité de suivi de l'étude ;
- ✓ Une réunion de clôture de l'étude avec présentation de l'ensemble des résultats.

Les rapports seront fournis cinq jours ouvrables avant la date de chaque réunion. Les documents de présentations préparés par le titulaire seront également fournis.

Un compte-rendu de réunion, avec relevé des décisions, sera établi par le titulaire sous 48 heures pour approbation par le Maître d'Ouvrage de l'étude.

ARTICLE 9 – BASES DE REGLEMENT

Les prix du présent appel d'offres sont tous hors taxes et réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations prévues dans cet appel d'offres y compris frais de déplacement, de séjour, frais généraux, impôts (sauf la TVA, le maître d'ouvrage en étant exonéré) et marge bénéficiaire, ils englobent également toutes les dispositions prévues par cet appel d'offres.

Les prix s'entendent hors TVA et retenue à la source incluse.

ARTICLE 10 – REVISION DES PRIX

La rémunération sera ferme et non révisable et s'entend hors taxes.

ARTICLE 11 – DEFINITION DES PRIX

1. Prix 1 : Enquête socio-économique des personnes affectées par l'acquisition des terres pour la zone franche
2. Prix 2 : Elaboration du Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance des personnes affectées par l'acquisition des terres pour la zone franche.

Ces prix rémunèrent le prestataire d'une manière forfaitaire pour la réalisation de la prestation, comme décrit dans l'article 4 du présent CPS.

ARTICLE 12– MODE DE REGLEMENT

Le paiement sera échelonné comme suit :

- ✓ 40% du prix n°1 après remise du rapport provisoire de l'enquête socio-économique ;
- ✓ 60% du prix n°1 après approbation du rapport définitif de l'enquête socio-économique ;
- ✓ 40% du prix n°2 après remise du rapport provisoire du PCRMS ;
- ✓ 60% du prix n°2 après approbation du rapport définitif du PCRMS.

Les règlements seront effectués sur présentation d'une facture en triple exemplaire. Le mandatement devra intervenir dans un délai de 30 jours après émission de la facture accompagnée de l'attachement et du décompte signés par les deux parties.

Il est entendu que, pour les concurrents non installés au Maroc, les virements seront opérés au profit du titulaire déduction faite de la retenue à la source de 10% calculée sur la base des montants Hors Taxes.

ARTICLE 13 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le bordereau des prix-Détail estimatif ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-EMO).

ARTICLE 14 - DELAIS D'EXECUTION, PENALITES POUR RETARD

Le délai global des prestations est de 4 mois.

En cas de retard imputable au titulaire sur le délai précité, il lui sera appliqué une pénalité d'un centième du montant du contrat par jour calendaire de retard. Les pénalités de retard seront plafonnées à 10% du montant du marché.

ARTICLE 15 – BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation	Unité	Quantité	Prix total HT dirhams	Prix total HT devises
1	Enquête socio-économique des personnes affectées par l'acquisition des terres pour la zone franche	F	1		
2	Elaboration du Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance des personnes affectées par l'acquisition des terres pour la zone franche	F	1		
Montant total HT					

Arrêté le présent détail estimatif à la somme de HT y compris la retenue à la source :

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Les différends auxquels pourrait donner lieu l'exécution du marché seront réglés conformément aux dispositions du CCAG-EMO.

Le présent appel d'offres est soumis au droit marocain qu'il s'agisse de sa signification, de son interprétation, de son exécution et des relations s'établissant entre les parties.

ARTICLE 17 – DOMICILIATION DE PAIEMENT

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au nom du titulaire au compte bancaire dont le numéro est celui qui figure dans les factures.

ARTICLE 18 - RELATION TITULAIRE / MAITRE OUVRAGE

Dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées, le Titulaire ne sera en aucune façon autorisé à se substituer au Maître d'Ouvrage, dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services.

Le titulaire se bornera à donner des conseils, qu'il appartiendra au Maître d'Ouvrage de transformer à sa convenance, en décision ou en ordre d'exécution.

ARTICLE 19 – CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire est censé avoir pris connaissance des lieux des travaux objet du présent appel d'offres. Il ne pourra en aucun cas formuler des réclamations fondées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions locales d'exécution des prestations.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Avant de commencer les travaux, le titulaire doit être assuré contre le risque de son activité professionnelle auprès d'une ou plusieurs sociétés marocaines d'assurances. Il s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du présent contrat et s'engage de remettre au maître d'ouvrage les certificats d'assurances y afférentes.

ARTICLE 21 – RESILIATION

Le présent appel d'offres sera résiliée de plein droit dans tous les cas prévus par le CCAG - EMO.

ARTICLE 22 – SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus du secret professionnel. Les documents remis par le Maître d'Ouvrage, les résultats des contacts ou de l'étude confiée au titulaire, etc.... ne doivent en aucun cas, faire l'objet d'une communication écrite ou verbale ou utilisés à d'autres fins que pour la présente étude, sans l'accord préalable écrit de NWM.

ARTICLE 23 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU PRESTATAIRE

Le titulaire s'engage à conduire les études en étroite collaboration avec les services du maître d'ouvrage, il doit veiller au respect des lois, règlements en vigueur au Maroc et s'engage à exécuter les prestations dans les Règles de l'Art et selon les normes et standards professionnels.

Le Prestataire prend la responsabilité de ses prestations, conformément aux usages et coutumes en matière de conseil, et aux dispositions de la loi et de la jurisprudence, ainsi que les conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution des dites prestations.

Le titulaire ne pourra confier une partie de sa mission à une tierce personne morale ou physique sans autorisation préalable du maître d'ouvrage

ARTICLE 24 – RECEPTIONS

IL n'est pas prévu de délai de garantie. La réception provisoire sera prononcée après remise des rapports définitifs de l'étude dûment approuvés par la société.

La réception définitive sera prononcée en même temps que la réception provisoire de l'étude.

ARTICLE 25 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tout document, information et renseignement obtenus dans le cadre du présent appel d'offres, demeurent la propriété de la société NWM.

ARTICLE 26 - CAUTIONNEMENT

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 27 - ARRET DE L'ETUDE

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution de l'étude après l'expiration de 2 mois, et ce conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-EMO.

ARTICLE 28 - RETENUE DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-EMO, il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

ARTICLE 29 - FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement du présent marché, sont à la charge du titulaire tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 30 - ELECTION DE DOMICILE

1- Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

2- En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 31 – VALIDITE DU MARCHE

Ce marché ne sera valable et exécutoire qu'après sa signature par les deux parties contractantes.

Le Directeur Général

Le Prestataire